

*Questions orales***L'EMPLOI**

M. Blais: Cela relève du provincial.

M. Edmonston: . . . à quel moment le gouvernement fédéral va-t-il cesser d'abandonner la responsabilité de sa juridiction en disant que cela relève toujours du gouvernement provincial? C'est une juridiction mixte, c'est une juridiction, monsieur le Président, qui est évidente d'après le règlement sur le contrôle des incendies. Quand verrons-nous le véritable leadership de ce gouvernement, monsieur le Président?

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Monsieur le Président, nous avons agi immédiatement lorsque le gouvernement du Québec, qui est responsable de coordonner les mesures d'urgence, nous a appelés. Nous avons agi immédiatement.

Comme je l'ai dit, nous sommes sur les lieux, nous coordonnons les activités fédérales et je vous assure que nous avons mis en place des mesures pour coordonner toutes les activités fédérales représentées par Santé et Bien-être social, Agriculture Canada, Protection civile Canada et la Défense nationale qui sont déjà là.

• (1440)

M. Phillip Edmonston (Chambly): Monsieur le Président, les Québécois et les Canadiens veulent plutôt voir de la prévention et ils veulent voir du leadership de la part du gouvernement fédéral. On ne l'a pas vu. Le gouvernement fédéral «naisé», il fait du placotage au lieu de faire preuve de leadership et nous sommes «tannés» de cela. Ma question est la suivante, et j'espère avoir une réponse précise: Quand va-t-on avoir du leadership? Qu'est-ce que vous allez faire pour prévenir ce problème? Pas juste dans ma circonscription, dans la ville de Saint-Amable, mais ailleurs au Canada, parce qu'il y a des centaines d'autres endroits, incluant Hagersville, et vous le savez!

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Monsieur le Président, j'ai dit clairement que depuis le 20 mars 1990, un comité de travail a été mis sur pied par le Conseil des ministres de l'Environnement du Canada. Ce comité recueille présentement les données, et il aura l'occasion, au début de juillet, de faire une analyse de tous les renseignements. Ce qui est important à l'heure actuelle, c'est d'assurer la sécurité publique. Et c'est ce que nous avons fait.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le 4 mars 1987, le premier ministre a déclaré: «Il nous faut promouvoir la compétitivité de notre secteur manufacturier.» Monsieur le Président, cette année, en raison de ses politiques, ce gouvernement nous a fait perdre 71 000 emplois manufacturiers.

Une voix: C'est honteux!

M. Peterson: Et, aujourd'hui, le ministre des Finances a augmenté, encore une fois, notre taux d'intérêt qui est maintenant à 5,6 points plus élevé que le taux américain.

Une voix: C'est honteux!

M. Peterson: Comment pouvons-nous faire la concurrence contre les Américains avec un tel désavantage? Ce gouvernement va-t-il cesser d'écouter son ministre des Finances et écouter les manufacturiers canadiens?

[Traduction]

L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, encore la semaine dernière, ou il y a deux semaines, le Fonds monétaire international a félicité le Canada pour sa politique économique. Cela faisait suite aux compliments de l'OCDE et du Forum économique mondial et au fait que depuis cinq ans, le taux de croissance au Canada est inégalé dans le monde.

Le député s'inquiète de notre compétitivité. J'ai en main le dernier état, pour le mois de mars, de nos échanges commerciaux, qui montre que les exportations, par exemple, de produits automobiles ont enregistré la plus forte croissance en mars, en augmentant de plus de 600 millions de dollars par rapport à février. Dans l'ensemble, la balance commerciale du Canada au cours du mois de mars a enregistré un excédent de 471 millions de dollars alors qu'il était de 418 millions de dollars en février. Nous ne nous en sortons pas si mal que cela, monsieur le Président.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, si les choses vont si bien que cela, pourquoi avons-nous perdu en quatre mois 71 000 emplois essentiels dans le secteur de la fabrication?

Nous avons pu constater encore aujourd'hui qu'une autre entreprise canadienne a fait faillite. Il s'agit de l'une des plus importantes sociétés immobilières du Canada et cette faillite va entraîner la suppression de 300 emplois. Le propriétaire de Chartland a déclaré et je cite: «C'est le gouvernement qui nous tue.» Combien d'autres propriétaires de maisons, agriculteurs, travailleurs et chefs d'entreprise le gouvernement va-t-il sacrifier sur l'autel de sa politique de taux d'intérêt élevés?